

## 4.5 LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Les tribunaux de commerce ont été saisis en 2024 de 66 300 affaires en matière contentieuse, ce qui représente une hausse de 8 % par rapport à 2023. Le nombre d'affaires terminées (57 800 en 2024) augmente également (+ 6 % par rapport à 2023). Le délai moyen de traitement des affaires, de 8,1 mois en 2024, diminue de 0,7 mois par rapport à 2023 (21 jours).

18 600 ordonnances de référés (en hausse de 10 % par rapport à 2023) ont été rendues dans un délai moyen de 2,6 mois.

Les ordonnances du président (saisie conservatoire, expertise, nomination de commissaire, report d'assemblée générale – non comprises les injonctions de payer) et celles du juge-commissaire (essentiellement des demandes d'admission de créances) augmentent, respectivement, de 42 % et 23 % par rapport à 2023, et s'établissent à 193 300 et 340 200 en 2023. Le volume des ordonnances du juge-commissaire retrouve son niveau de 2019, tandis que celui des ordonnances du président est à présent supérieur de 30 % par rapport à celui de 2019.

En matière de procédures collectives, en 2024, le nombre de demandes d'ouvertures (66 300) augmente de 16 % par rapport à 2023. 62 % de ces demandes concernent l'ouverture d'une liquidation judiciaire, 36 % l'ouverture d'un redressement judiciaire et 2 % l'ouverture d'une sauvegarde. Par ailleurs, les demandes d'ouverture de procédure de conciliation (3 900 demandes) et les demandes d'ouverture de mandat *ad hoc* (3 100) augmentent respectivement de 15 % et 18 % par rapport à 2023.

En 2024, 65 700 décisions en matière collective ont été rendues par les tribunaux de commerce, soit une hausse

de 21 % par rapport à 2023 : 55 500 jugements d'ouverture d'une procédure collective (+ 19 % par rapport à 2023), 2 700 ouvertures de mandat *ad hoc* (+ 30 %), 2 100 ouvertures de conciliation (+ 15 %) et 5 500 autres décisions (+ 46 %), dont la plus fréquente est la radiation. Après les fortes baisses liées aux mesures sanitaires, le nombre de décisions depuis 2022 dépasse à présent celui de 2019, mais reste proche du niveau de 2009. Les procédures collectives représentent 84 % des décisions en 2024. Elles sont composées à 68 % de liquidations judiciaires, à 29 % de redressements judiciaires et à 2 % d'ouvertures de sauvegarde.

Les jugements d'ouverture de sauvegarde ont été prononcés en moyenne 12 jours après la saisine du tribunal, les liquidations judiciaires immédiates 27 jours et les jugements d'ouverture de redressement judiciaire 37 jours après.

À l'issue de ces jugements d'ouverture de procédures collectives, peuvent être prononcés une liquidation judiciaire (95 % des cas en 2024), un plan de sauvegarde (1 %) ou un plan de redressement (4 %). Les liquidations judiciaires peuvent être immédiates (71 % des issues de jugement d'ouverture) ou après conversion (24 % des issues de jugement d'ouverture).

Les liquidations après conversion ont été prononcées en moyenne 5,2 mois après la saisine du tribunal, contre 15,7 mois pour les jugements arrêtant un plan de redressement judiciaire.

Toutes fins ou clôtures confondues, 40 200 procédures ont été closes en 2024. Cela correspond à une hausse de 18 % par rapport à 2023. Parmi elles, 40 000 relevaient du dispositif de clôture issu de la loi de 2005 et 200 du dispositif précédent.

## Définitions et méthodes

Les **tribunaux de commerce** sont des juridictions du premier degré, composées de juges élus parmi les commerçants. Les articles L.721-3 à L.721-7 du Code de commerce définissent la compétence commune à tous les tribunaux de commerce :

- sur les contestations relatives aux engagements entre commerçants, entre artisans (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022), entre établissements de crédit, entre sociétés de financement ou entre eux ;
- sur celles relatives aux sociétés commerciales ;
- sur celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes ;
- sur celles relatives aux billets à ordre.

Des tribunaux de commerce spécialement désignés (article L.721-8 du code de commerce) connaissent, des procédures de mandat *ad hoc*, de conciliation, de sauvegarde, de redressement, de liquidation judiciaire et de rétablissement personnel lorsque le débiteur exerce une activité commerciale ou artisanale.

Un décret en Conseil d'État fixe le siège et le ressort des tribunaux de commerce, généralement calqués sur ceux des tribunaux judiciaires (cf. annexe 7-1 du livre VII du Code de commerce).

Les tribunaux de commerce sont composés d'un nombre variable de juges et de chambres (cf. annexe 7-2 du livre VII du Code de commerce). Un ou plusieurs **juges commissaires** sont désignés en leur sein pour suivre les procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires. Le président est compétent pour statuer par ordonnance de référé ou sur requête.

Les procédures collectives sont décrites dans la partie « Définitions et méthodes » de la fiche 9.2.

Champ : France.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

Pour en savoir plus : Études et statistiques | Ministère de la justice

1. Activité des tribunaux de commerce	unité : affaire				
	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Affaires contentieuses</b>					
Affaires nouvelles	51 466	58 722	55 620	61 281	66 339
Taux d'évolution (en %)	- 16,7	+ 14,1	- 5,3	+ 10,2	+ 8,3
Affaires terminées	43 661	53 798	50 894	54 646	57 845
Taux d'évolution (en %)	- 23,1	+ 23,2	- 5,4	+ 7,4	+ 5,9
Délai de jugement (en mois)	9,6	10,0	9,5	8,8	8,1
Ordonnances de référés	13 183	14 549	13 673	16 874	18 631
Taux d'évolution (en %)	- 22,2	+ 10,4	- 6,0	+ 23,4	+ 10,4
Délai des ordonnances de référé (en mois)	3,0	2,5	2,5	2,4	2,6
Ordonnances du président	121 112	131 835	119 549	136 062	193 322
Taux d'évolution (en %)	- 18,5	+ 8,9	- 9,3	+ 13,8	+ 42,1
Ordonnances du juge commissaire	289 588	240 556	212 117	277 334	340 150
Taux d'évolution (en %)	- 14,6	- 16,9	- 11,8	+ 30,7	+ 22,6
<b>Demandes d'ouvertures de mandats <i>ad hoc</i> et de conciliations</b>					
Demandes de mandat <i>ad hoc</i>	1 286	1 451	2 200	2 604	3 081
Demandes d'une procédure de conciliation	1 796	2 008	2 735	3 394	3 900
<b>Demandes d'ouvertures d'une procédure collective</b>					
Toutes demandes	29 376	27 367	42 103	57 006	66 264
Demandes d'ouverture de sauvegarde	763	691	1 171	1 633	1 595
Demandes d'ouverture de liquidation judiciaire	19 908	18 883	28 496	36 799	40 642
Demandes d'ouverture de redressement judiciaire	8 593	7 677	12 294	18 457	23 910
Demandes d'ouverture de rétablissement professionnel	83	78	109	78	89
Demandes d'ouverture non précisées	29	38	33	39	28
<b>Décisions du tribunal en matière de procédures collectives</b>					
Toutes décisions	30 614	26 996	40 463	54 441	65 733
Ouverture de la procédure de conciliation	1 014	1 089	1 441	1 778	2 052
Ouverture d'un mandat <i>ad hoc</i>	982	1 069	1 675	2 047	2 659
Ouverture d'une procédure collective	25 310	22 134	34 445	46 820	55 486
Sauvegarde	608	498	795	1 107	1 139
Liquidation judiciaire immédiate <sup>(1)</sup>	18 356	16 694	25 419	33 286	38 006
Redressement judiciaire	6 265	4 851	8 104	12 278	16 218
Rétablissement professionnel	81	91	127	149	123
Autres décisions (radiation, rejet, désistement, etc.)	3 308	2 704	2 902	3 796	5 536
<b>Délai d'ouverture d'une procédure collective (en mois)</b>					
Sauvegarde	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Liquidation judiciaire immédiate <sup>(1)</sup>	1,0	0,9	0,8	0,7	0,9
Redressement judiciaire	2,2	1,5	1,2	1,2	1,2
Rétablissement professionnel	0,7	0,7	0,8	0,6	0,6
<b>Issues des jugements d'ouverture (solution)</b>					
Plan	2 465	2 590	1 323	1 784	2 925
Plan de sauvegarde	323	425	345	426	600
Plan de redressement	2 142	2 165	978	1 358	2 325
Délai depuis la saisine (en mois)	17,7	20,8	22,0	14,6	15,7
Délai depuis le jugement d'ouverture (en mois)	16,3	19,3	20,2	13,5	14,1
Liquidation judiciaire	25 619	21 493	31 907	42 833	50 622
Liquidation judiciaire immédiate <sup>(1)</sup>	18 356	16 694	25 419	33 286	38 006
Liquidation judiciaire après conversion de la procédure de sauvegarde ou de redressement	7 263	4 799	6 488	9 547	12 616
<b>Délai d'une liquidation judiciaire (en mois)</b>					
Liquidation immédiate <sup>(1)</sup>	1,0	0,9	0,8	0,7	0,9
<b>Liquidation après conversion de la procédure de sauvegarde ou de redressement</b>					
Depuis la saisine	7,0	6,5	4,6	4,8	5,2
Depuis le jugement d'ouverture	5,4	5,0	3,6	3,9	4,1

<sup>(1)</sup> y compris les liquidations judiciaires après résolution de plan

2 . Tribunaux de commerce - fin des conciliations et clôtures des procédures collectives	unité : affaire				
	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Loi 1985</b>	<b>597</b>	<b>530</b>	<b>434</b>	<b>325</b>	<b>222</b>
Délai depuis la saisine (en mois)	220,4	229,7	255,1	255,5	296,9
<b>Loi 2005</b>	<b>40 848</b>	<b>35 405</b>	<b>30 831</b>	<b>33 746</b>	<b>39 961</b>
Fin de procédures de conciliation	316	338	468	608	747
Délai depuis la saisine (en mois)	5,4	7,1	6,2	5,7	5,4
Délai depuis le jugement d'ouverture (en mois)	4,5	6,8	5,9	5,0	5,0
Clôture de liquidation judiciaire	38 790	33 015	28 659	31 651	37 722
Délai depuis la saisine (en mois)	31,5	34,1	35,2	30,5	26,9
Délai depuis la solution (en mois)	28,8	31,1	32,4	28,4	25,1
Autres clôtures <sup>(1)</sup>	1 742	2 052	1 704	1 487	1 492
Délai depuis la saisine (en mois)	52,5	56,8	61,4	64,5	65,8

<sup>(1)</sup> Procédures de sauvegarde et procédures de sauvegarde financière accélérée – Procédures de redressement